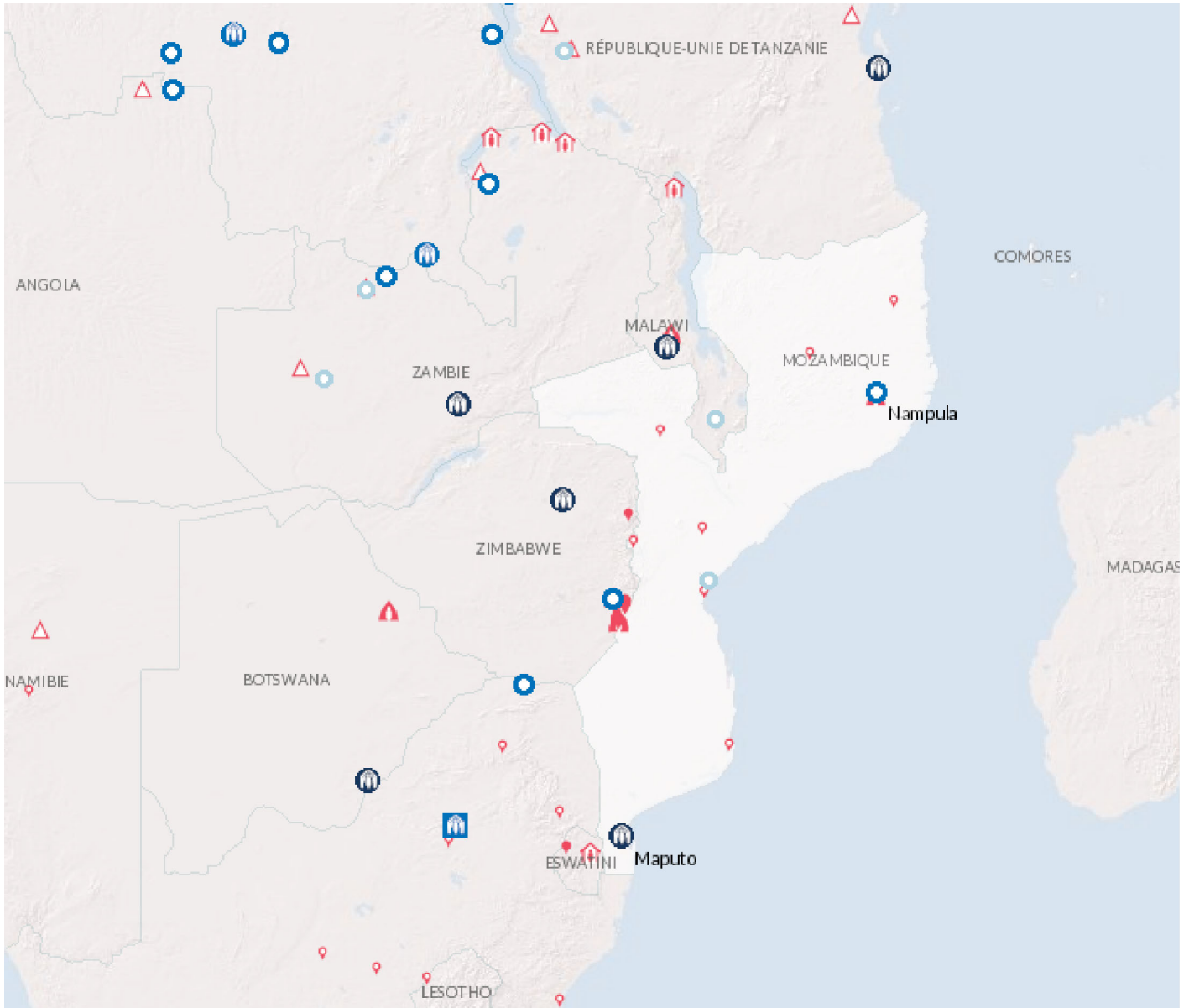


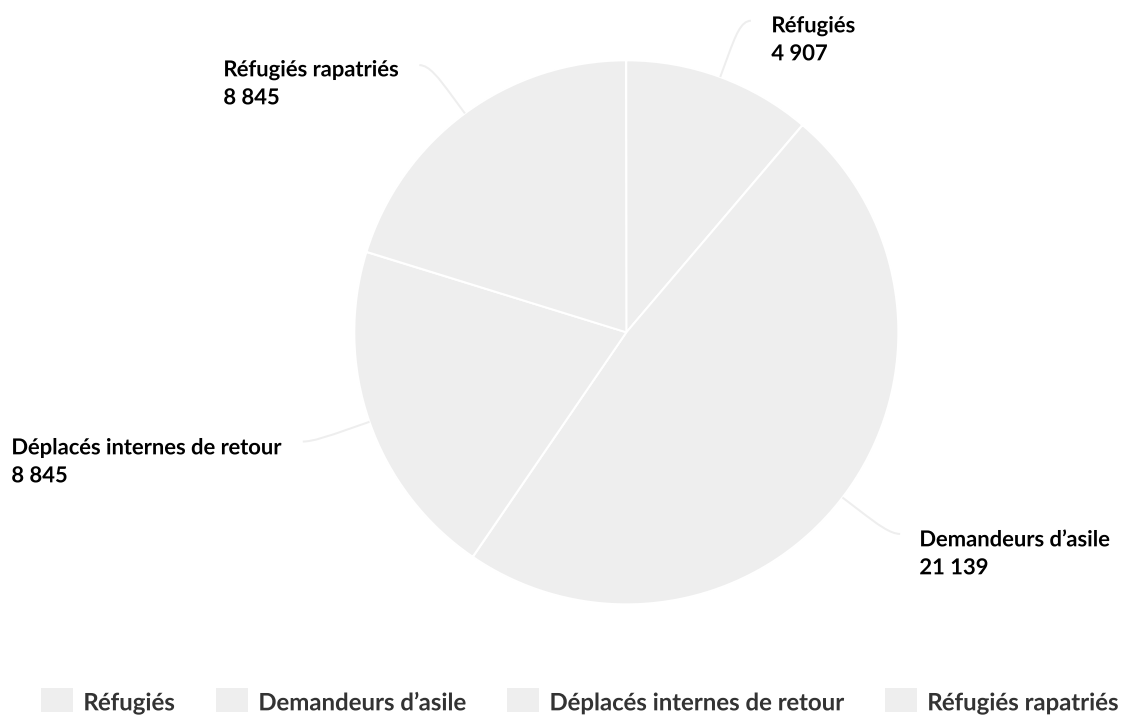
Opération: Mozambique



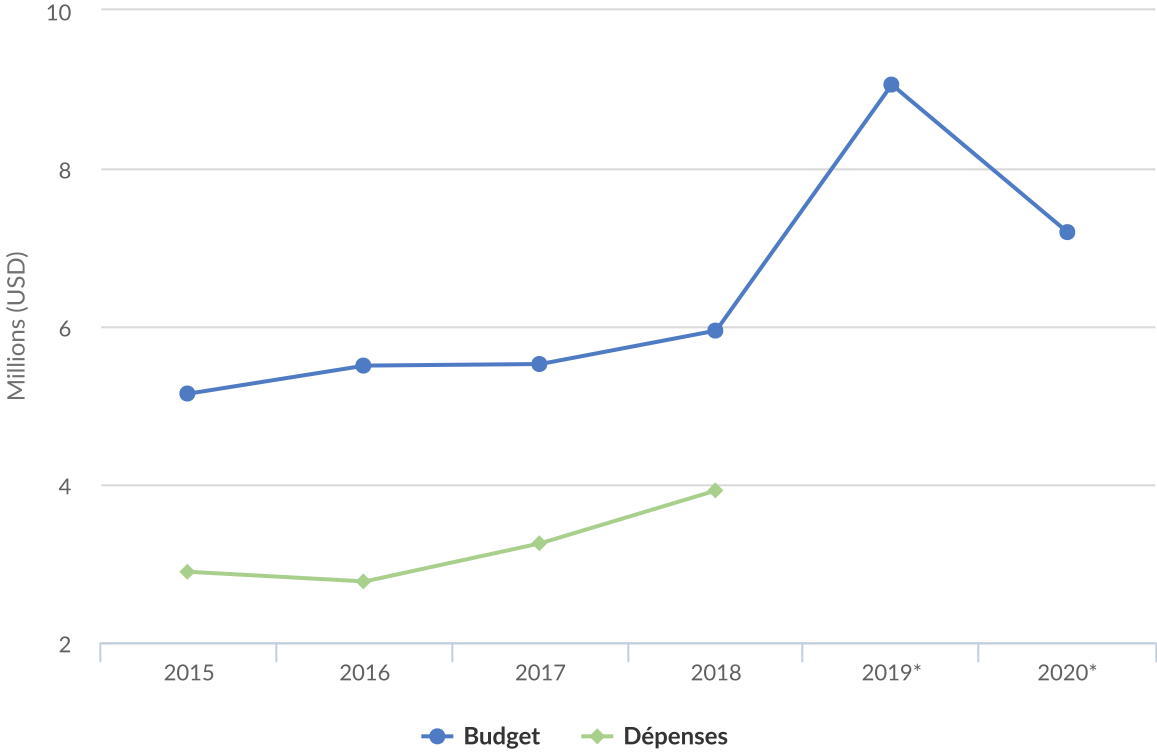
Personnes relevant de la compétence du HCR

- **3%** EN **2018**

2018	43,736
2017	45,035
2016	38,534



Budgets et Dépenses - Mozambique



Chiffres clés

- 100% des personnes relevant de la compétence du HCR optant pour l'intégration locale auront été intégrées
- 100% des enfants en âge de fréquenter l'école primaire seront scolarisés
- 85% des personnes relevant de la compétence du HCR seront enregistrées individuellement
- 80% des personnes relevant de la compétence du HCR diplômées d'une formation aux moyens de subsistance auront trouvé un emploi dans les trois mois après la fin du cours

Environnement opérationnel

Le Mozambique abrite près de 39 000 réfugiés et demandeurs d'asile, principalement dans le camp de Maratane, dans la province de Nampula. L'environnement de l'opération au Mozambique devrait rester relativement stable en 2020. En août 2019, un accord de paix final a été signé, mettant fin aux hostilités qui ont suivi les élections contestées de 2014. En 2020, le HCR espère donc voir un mouvement de retour de quelque 8000 Mozambicains depuis le Zimbabwe. Néanmoins, l'insécurité devrait se poursuivre dans la région de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique.

En mars 2019, le cyclone tropical Idai a détruit plus de 111 000 maisons et endommagé 240 000 autres logements. Près de 1,85 million de personnes avaient besoin d'assistance. Alors que le Mozambique se remettait encore du cyclone tropical Idai, le cyclone tropical Kenneth, encore plus violent, a touché les côtes de la province de Cabo Delgado en avril 2019, causant de nouvelles pertes en vies humaines et de vastes dégâts aux infrastructures et aux logements. Si le camp de réfugiés de Maratane n'a pas été affecté, dans le cadre de la réponse collective du système des Nations Unies, le HCR a déployé une équipe d'urgence, distribué des articles de secours et codirigé le groupe sectoriel de la protection. Le HCR maintiendra une présence opérationnelle limitée à Beira, dans la province de Sofala, jusqu'au 30 juin 2020, qui se focalisera sur la coordination du groupe sectoriel de la protection, le suivi de protection et la protection communautaire.

L'opération de vérification biométrique et d'enregistrement des personnes relevant de la compétence du HCR, réalisée conjointement avec le Gouvernement mozambicain, devrait être achevée d'ici au début de 2020. Le Gouvernement continuera de remplacer les cartes expirées et de délivrer des documents d'identité aux demandeurs d'asile récemment arrivés. Il est prévu que le Gouvernement reprenne la détermination du statut de réfugié après la finalisation de l'opération de vérification et d'enregistrement. Il y a actuellement près de 22 000 demandeurs d'asile qui attendent l'issue de la procédure de détermination du statut de réfugié car aucune décision n'a été prise depuis 2011.

Le HCR plaidera auprès du Gouvernement pour l'adoption en 2020 du cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF) relevant du Pacte mondial sur les réfugiés. Le Gouvernement a alloué 2000 hectares de terres pour l'expansion du camp ainsi que pour les moyens de subsistance. Depuis 2007, les services essentiels dans le camp de Maratane, comme la santé et l'éducation, sont déjà assurés par les ministères de tutelle. En 2020, l'opération cherchera aussi à améliorer les partenariats stratégiques avec les acteurs du développement et le secteur privé.

Priorités principales

En 2020, le HCR se concentrera sur les activités suivantes :

- améliorer l'accès à l'éducation pour les enfants réfugiés hébergés dans le camp ou en milieu urbain, notamment l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur ;

- promouvoir l'accès à la citoyenneté pour les enfants réfugiés et demandeurs d'asile nés dans le pays et aider les réfugiés reconnus dans le processus de naturalisation ;
 - augmenter le soutien aux programmes de développement de moyens de subsistance pour encourager l'intégration sur place ;
 - renforcer l'appui donné aux communautés qui accueillent d'importantes populations de réfugiés et demandeurs d'asile ; la mobilisation des acteurs du développement sera essentielle pour cette approche ;
 - réduire les retards accumulés dans l'examen des demandes de détermination du statut de réfugié.
-